

SOCIAL WATCH

ÉTUDE DES EXPÉRIENCES RÉUSSIES:

*Résumé de l'analyse de quatre études de cas des coalitions nationales de Social Watch.
Comment les succès et les échecs peuvent être évalués comme des leçons apprises par
d'autres coalitions nationales.*

Étude des expériences réussies:

Résumé de l'analyse de quatre études de cas des coalitions nationales de Social Watch

Editeur : Amir Hamed

La version complète de cette recherche est disponible à <www.socialwatch.org>.

Editeurs:

Federica Corsi

Chercheurs:

Larissa Barbosa da Costa

Valerio Cutolo

Caterina Marchioro

Tommaso Rondinella

Ann-Charlotte Sallmann

Relecture:

Julienne Vitali

Traduction du anglais:

Alejandra Trelles



Cette recherche a été effectuée avec l'aide financière de la Commission européenne - Office de coopération d'EuropeAid dans le projet « Promoting Social Development: building capacities of Social Watch coalitions ».

Le contenu de ce document est sous la responsabilité unique des auteurs et sous aucune circonstance peut être considéré comme le reflet de la position de l'Union Européenne.

Février 2009

RÉSUMÉ EXECUTIF

Quand les organismes de la société civile (OSC) deviennent une partie d'un réseau international comme Social Watch ils sont sensés de partager leur mission et expériences mais aussi d'augmenter leur impact à travers l'implémentation des actions avec des organisations dans d'autres pays qui poursuivent les mêmes objectifs à un niveau national ainsi que global.

Dans un monde de plus en plus « interconnecté », faire partie d'un réseau semble être indispensable. Cependant, est-il juste une question d'opportunité ou y a-t-il quelque chose de plus au fond dans ce choix ? Ce livret récapitule le résultat d'une étude conçue pour produire une meilleure compréhension des raisons principales qui ont conduit les organisations membres à se joindre au réseau de Social Watch. L'étude a analysé quatre cas réussis de plateformes nationales qui ont choisi d'être des membres de Social Watch il y a quelques années et qui sont, aujourd'hui, capables de présenter les résultats qu'elles ont atteints dans leurs pays respectifs.

L'étude résumée ici devrait être comprise comme une contribution au processus crucial entendant faciliter le partage des expériences, du transfert de savoir-faire et la construction des capacités parmi les membres du réseau qui sont cruciaux à la promotion d'un apprentissage basé sur le partage réciproque des expériences de chacun.

Une des forces du réseau de Social Watch est son adhésion mondiale et sa composition plutôt unique des O.N.G.s, organismes de bases, syndicats, les organismes des femmes, centres de recherches venant des pays Donateurs et des pays Bénéficiaires. Cette composition permet à Social Watch d'avoir une perspective des deux cotés, du nord comme du sud, et de contribuer réellement à analyser les questions locales en précisant leur pertinence et interconnexion à un niveau global souvent d'une manière trans-sectorielle et multidisciplinaire. La pluralité d'acteurs participant au processus permet à des organisations de la société civile de joindre leur propre expertise et d'augmenter leur capacité de mener à bien une recommandation plus efficace des travaux de lobbying à un niveau national aussi bien qu'à un niveau international.

Le rôle du groupe coordinateur/facilitateur est essentiel, puisqu'il garantit l'uniformité et la coordination dans l'exécution des activités parmi les membres de cette coalition hétérogène - tous découvrant leurs propres et distinctes structures d'organisation internes - aussi bien qu'un rapport étroit avec le Secrétariat International

Prenant en compte le vaste choix de thèmes que le réseau traite habituellement à un niveau global, il est rentable pour que les plateformes nationales se concentrent sur quelques questions considérées comme les plus importantes pour leur agenda national et pour convenir sur un plan de travail annuel.

Confiance, flexibilité, respect mutuel, fort engagement avec les objectifs communs : celles-ci semblent être les caractéristiques du réseau qui assurent le bien-être et la satisfaction de ses membres. La plateforme nationale réalise son succès quand elle ne reproduit pas le travail de ses membres mais leur offre plutôt un espace de valeur pour former des ordres publics d'une manière plus complète. En effet, la capacité du réseau de combiner différentes expertises dans une action commune simple devient la valeur ajoutée.

La coalition nationale est exigée de jouer un rôle politique crucial: le processus de consultation et de recherche qu'elle effectue pour ses rapports est parfois bien plus approprié que le rapport lui-même. Les observateurs doivent être proactifs à différents niveaux : les alliances avec les médias et le milieu académiques sont très importantes, ainsi qu'avec les communautés locales et les citoyens.

Pour toutes les quatre coalitions nationales analysées, les éléments mentionnés ci-dessus ont contribué à leur acquis dans la légitimité et à la crédibilité face à leurs gouvernements (par exemple, la fiabilité et la dimension internationale des données statistiques et de l'analyse fournie dans les rapports ont aidé les coalitions nationales à jouer le rôle d'acteur social capable d'attirer des nouveaux membres constamment). Les cas présentés ici donnent une image approfondie des défis et des occasions que n'importe quelle autre plateforme nationale pourrait faire face. Bien que ce n'ait pas été un étude complet ni a prétendu être une recherche académique, il a représenté un premier sondage sur des expériences d'importance parmi des coalitions nationales de SW. Loin d'être une évaluation des quatre plateformes nationales choisies de Social Watch, cette publication a comme but de devenir un outil utile pour le réseau entier, puisqu'elle a identifié et a suggéré les facteurs principaux de réussite et les meilleures pratiques à adopter par d'autres coalitions dans d'autres contextes nationaux.

Sommaire

INTRODUCTION	7
SOCIAL WATCH BENIN ÉTUDE DE CAS	11
SOCIAL WATCH BRÉSIL ÉTUDE DE CAS.....	14
SOCIAL WATCH ALLEMAGNE ÉTUDE DE CAS	21
SOCIAL WATCH PHILIPPINES ÉTUDE DE CAS	27
CONCLUSION	34

INTRODUCTION

Social Watch est un réseau mondial avec des membres dans plus de 60 pays autour du monde, organismes comportant environ 400 organisations de citoyens luttant pour supprimer la pauvreté et les causes de la pauvreté, pour assurer une distribution équitable de la richesse et de la réalisation des droits de l'homme. Le réseau a été créé en 1995, à la même année, deux conférences de haut niveau des Nations Unies sur le Développement Social (Sommet de Copenhague)¹ et sur les femmes (Conférence de Pékin)² ont eu lieu au Nations Unies. En participant à ces conférences et à leurs réunions préparatoires, les organisations de la société civile ont compris l'importance de créer des mécanismes adéquats pour surveiller les Gouvernements et pour assurer un suivi à ces Sommets. La création de Social Watch provient d'une lacune « évidente » : il y avait à peine quelques mécanismes pour engager les Gouvernements à l'application des politiques de développement social³. En effet, Social Watch a été impulsé afin de rappeler aux Gouvernements et aux Organismes Internationaux leurs engagements, transformer leurs promesses en réalité et dépister indépendamment leur exécution, pays par pays et au niveau international. Depuis l'adoption de la Déclaration du Millénaire⁴ de l'ONU, Social Watch avait sévèrement surveillé l'accomplissement parmi les Gouvernements des objectifs convenus de Développement du Millénaire (OMD): ceux-ci ont été conçus comme des cibles, très concrètes et mesurables, comme une tentative de rendre les Gouvernements responsables, vis à vis de leurs propres citoyens et également vis à vis de la communauté internationale, de leur accomplissement des objectifs importants de développement. Comme réseau international de surveillance d'O.N.G., dès le début Social Watch a entrepris la charge de suivre

¹ Le sommet 1995 du monde sur le développement social a adopté trois objectifs du noyau (allègement de pauvreté, expansion d'emploi productif et intégration sociale) et 11 soucis sociaux principaux (allègement de pauvreté, population, santé, éducation, emploi, abri, environnement, désastre, crime, protection sociale, famille).

² La conférence 1995 de Beijing a pris en compte plusieurs secteurs de préoccupation liés à la situation des femmes autour du monde. Parmi elles : le fardeau persistant et croissant de la pauvreté sur des femmes, l'accès inégal à l'éducation, la santé et les services relatifs, l'inégalité entre les hommes et les femmes dans les structures économiques, dans le partage de la puissance et de la prise de décision à tous les niveaux, dans la participation à tous les systèmes de communication, la discrimination persistante et les violations des droits des femmes et des filles.

³ Mirjam van Reisen, " *The Lion's Teeth. The prehistory of Social Watch*", Social Watch - Occasional Papers 01, 2001.

⁴ En septembre 2000 le Sommet du Millénaire a adopté les Objectifs de Développement du Millénaire (OMD). Le sommet a identifié 8 buts à réaliser avant l'an 2015 :

- 1) Réduction à la moitié de la proportion de personnes vivant dans la pauvreté extrême et dans la faim.
- 2) Assurer l'éducation primaire pour tous.
- 3) Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
- 4) Réduction de taux de mortalité infantile par 2/3.
- 5) Amélioration de la santé maternelle et augmentation de l'accès aux services de santé reproductive.
- 6) Combattre le HIV/SIDA, le paludisme et d'autres maladies.
- 7) Préserver l'environnement.
- 8) Mettre en place un partenariat pour le développement.

l'accomplissement des OMD et - dans une perspective plus inclusive et plus complète - a gardé son rôle de mesurer les progrès du développement social d'année en année dans chaque pays.

Critères pour choisir les études de cas

Les quatre études de cas résumés ici sont : Le Bénin, le Brésil, l'Allemagne et les Philippines. Pour le choix, différents critères ont été pris en compte :

a. représentation égale des quatre continents où Social Watch est présente. Ce critère permet de faire un rapport sur la vie des coalitions nationales de SW dans différents contextes (Afrique, Asie, Europe, Amérique latine) : les activités effectuées dans les Sud sont à peine comparables à celles dans le Nord, et cette publication a voulu donner un échantillon de la vie de coalition de SW dans ses différents secteurs géographiques.

b. adhésion à long terme dans Social Watch. Faire partie du réseau depuis sa création (ou comme dans le cas du Bénin depuis 2005) est une condition essentielle pour évaluer le processus de constitution, l'évolution et le fonctionnement des coalitions nationales. Indépendamment de ceci, les coalitions nationales qui avaient joint depuis longtemps le réseau de SW ont une expérience historique et valable qui contribue à l'identification des meilleures pratiques développées et consolidées pendant les années.

c. adhésion active dans le réseau au niveau local et international. Ce dernier critère est strictement lié à la capacité des coalitions nationales d'être en activité au niveau local et international. Le réseau de Social Watch fonctionne selon un protocole d'accord très basique et court: un Mémoire d'Entendement qui établit des espoirs mutuels entre le réseau et ses groupes nationaux, respectant l'autonomie de chaque coalition nationale et reconnaissant la prise des décisions démocratique et horizontale. Ainsi, la plupart des activités du réseau, stimulées par le Secrétariat International de SW, se fondent sur l'initiative autonome des coalitions nationales de SW, sur leurs capacités de stimuler des discussions à un niveau local et sur l'interaction avec le Secrétariat International au niveau international⁵.

Le sondage a été effectué par des chercheurs professionnels, chacun d'eux responsables d'étudier un des quatre études de cas. Une méthodologie commune a été convenue et employée comme une ligne directrice par chaque chercheur afin de permettre la comparabilité entre les différentes études de cas.

Des dimensions pour l'analyse

La recherche sur chaque étude de cas a été développée selon cinq analyses de dimension qui ont pris en considération les aspects principaux pour l'évaluation de l'exécution de la coalition nationale. Ces dimensions sont: pertinence, efficacité et

⁵ Quatre structures principales peuvent être identifiées dans Social Watch : l'Assemblée Générale, le Comité de Coordination, le Secrétariat International et les coalitions nationales. À côté de ces structures, un processus spontané d'organisation de niveau régional a lieu dans les différentes régions. Le Secrétariat International, qui applique les politiques de réseaux, est situé à l'Institut du Tiers monde à Montevideo, Uruguay

durabilité, effectivité, stratégie et impact, et cohérence et complémentarités. L'emphase était sur des processus et des pratiques plutôt que dans des accomplissements concrets, depuis des processus, dans la logique de l'étude de l'expérience de chacun, devienne beaucoup plus intéressante qu'une simple évaluation des résultats : l'analyse d'un processus implique la compréhension de pourquoi et comment certaines activités furent réussies ou pas réussies.

Une remarque finale: bien que les résultats dans cette étude ne puissent pas être scientifiquement prouvés, ils sont la plupart du temps le résultat d'un objectif, même si parfois personnels, interprétation des auteurs basés sur l'information directement fournie par les membres de la coalition nationale et rassemblée par d'autres sources spécifiques (sites Internet, publications, documents internes, matériaux de capacitation, etc....)

C'est également intéressant mentionner que cette étude a été conçue dans l'exécution du projet financé par la Commission Européenne « Monitorage du Développement Social: construction des capacités de Coalitions de Social Watch⁶» dont l'objectif principal est d'augmenter des capacités de 6 plateformes nationales de Social Watch en Italie, Pologne et République Tchèque. Cette recherche et les meilleures pratiques soumises à une contrainte dans ce résumé voudraient contribuer à l'inspiration d'une discussion dans ces trois coalitions nationales afin de leur permettre d'évaluer leur performance et d'amplifier leur fonctionnement à tous les niveaux.

⁶ Le projet, dont les bénéficiaires sont les coalitions nationales de SW en Italie, Pologne et la République Tchèque est mené par Ucodep (IT) en partenariat avec Karat (POL), EAP (CZ), Mani Tese (IT), Lunaria (IT), Fondazione Culturale Responsabilità Etica (IT), Calre.net (IT), Oxfam Novib (NE), Eurostep (BE).

◎ SOCIAL WATCH BENIN ÉTUDE DE CAS

Ann-Charlotte Sallmann

Social Watch Bénin a été établie en 2005, à un moment crucial. Malgré les engagements de gouvernement aux principes de l'éradication de la pauvreté, ce petit pays africain occidental a éprouvé une période de récession sans un progrès significatif de réduction de la pauvreté depuis 2003. Bien que le Bénin se bénéficie d'une société civile riche, quelques organisations pensaient qu'il y avait un manque dans le sondage public sur la façon dont le gouvernement travaillait dans son combat contre la pauvreté, particulièrement au sujet du progrès vers le MDGs.

L'établissement de la coalition de Social Watch à Bénin a comblé la lacune en concentrant ses actions sur **l'établissement d'un véritable processus de sondage citoyen** en visant le budget national et la stratégie de réduction de la pauvreté du pays.

L'initiative a été entreprise par l'organisation Sœurs Unies l' Œuvre (SUO), avec le Centre Afrika Obota (CAO), Women In Law and Development in Africa (WILDAF/Bénin), le Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et le Développement" (GRAPAD), le Réseau d'Intégration des Femmes des ONG et Associations" (RIFONGA/Bénin) et le Réseau Glégbénu/Chantier Jeunes. Social Watch Bénin a été créé en mars 2005 pendant un atelier national organisé par SUO, avec le support technique et financier de l'Organisation de Développement de Pays Bas (SNV) et du PNUD.

Social Watch Bénin est un **réseau très étendu et inclusif**. Cependant, l'adhésion des nouveaux membres, qui avaient été faits d'une manière inclusive au début, a été changée afin de regarder plus les compétences valables pour les différents groupes thématiques pour la future adhérence.

Social Watch Bénin mobilise la société civile autour des thèmes principaux de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté du Bénin et les OMD, en particulier sur la réduction de pauvreté et l'amélioration des services de base, en publiant des rapports et en effectuant des activités publiques d'information. La coalition nationale, sans compter la contribution au Rapport Annuel International de Social Watch, produit une série de **Rapports Annuels Alternatifs** sur le progrès vers les OMD dans le pays. Les activités du réseau se sont généralement avérées très efficaces, particulièrement quant à son travail sur le budget national et sur celui du document de stratégie de réduction de la pauvreté.

L'organisation des **ateliers de construction de capacité** est l'un des outils principaux et constitue un capital de la coalition, permettant même à des petites organisations locales de faire leur propre sondage des documents compliqués de budget.

Le fait que la coalition reçoit des nombreuses invitations aux **consultations privées** avec des fonctionnaires de gouvernement, des fonctionnaires de l'administration publique et les partenaires internationaux peuvent être vus comme signe de l'importance accordée à leur avis.

Plusieurs membres des organismes locaux peuvent témoigner que les autorités locales sont maintenant plus sensibles aux apports de la société civile. Dans certains cas, les représentants de l'autorité locale se sont même occupés d'aller aux ateliers que la coalition a organisé sur la construction de capacités et sur le budget national et sur le processus du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

La **stratégie des médias** de la coalition a également été un outil important: malgré son manque de ressources, le Département de Communication a pu signer des contrats avec plusieurs acteurs importants des médias, dans cinq langues, exposés à travers des différentes voies de transmission (notamment, trois documentaires sur le progrès du Bénin vers les OMD ont été produits).

Pendant ces trois années d'existence, Social Watch Bénin a réussi à établir un réseau qui inclut plusieurs des plus importants organismes de la société civile locaux. La coalition a également de bonnes relations avec des organismes en dehors du réseau, collaborant avec eux sur des nombreuses priorités et activités communes. La coalition est elle-même membre d'autres organisations parapluie, rassemblant l'intégralité des organisations de la société civile du Bénin.

L'approche d'apporter l'agenda nationale au niveau local et l'agenda local au niveau national, a donné à Social Watch Bénin un concept et une position uniques. Paradoxalement, son grand succès a rendu la coalition très attirante pour, et dépendante, des donateurs externes. C'est un souci important pour le réseau et pour ses membres puisque les tarifs des abonnés ne suffisent pas pour maintenir la coalition vivante.

Dans un avenir proche, la coalition espère répandre le concept de sondage citoyen à d'autres régions de l'Afrique occidentale francophone et de construire des bureaux plus locaux afin de couvrir tous les coins du Bénin.

Bonnes pratiques apprises de la Coalition Béninoise:
<ul style="list-style-type: none">• Claire, détaillée structure d'organisation.• Bonne gestion de réseau au niveau gouvernemental et local.• Grande expertise, personnes pleines de ressources sur plusieurs secteurs différents.

SOCIAL WATCH BRÉSIL ÉTUDE DE CAS

Larissa Barbosa da Costa

Le réseau Social Watch au Brésil a été créé comme conséquence des conférences de l'ONU à Copenhague et Pékin en 1995 par un groupe d'organisations non-gouvernementales internationalement liées à d'autres O.N.G.s luttant pour influencer les positions du gouvernement Brésilien et pour affecter les résultats des conférences.

Social Watch/Observatório da Cidadania (SW/OC) est devenu un espace approprié de convergence des organisations de la société civile agissant sur différents aspects de la lutte sociale au Brésil. Depuis 2008, le réseau a eu 60 membres, y compris des O.N.G.s, syndicats, organismes des femmes, établissements académiques, organismes environnementaux et de la jeunesse aussi bien que plusieurs mouvements sociaux comme des coalitions de droits de l'homme, membres des mouvements noirs et indigènes, le Mouvement des Sans Terre (MST) et d'autres. Le réseau joue le rôle d'un **forum de discussions et d'un groupe de réflexion** exprimant l'état de réflexion du CSOs en respect au moment politique internationale et nationale, et contribue aussi à l'encadrement de la société civile et de l'agenda politique du pays concernant le développement social.

En raison de la diversité de sa composition, SW/OC est capable d'interpréter le contexte politique, instaurer une entente collective des questions sociales et explorer des solutions alternatives. L'élaboration du rapport de SW/OC est non seulement une activité technique mais plutôt un processus politique catalysant des dialogues politiques et mobilisant des personnes pour l'action politique. Le Rapport, au delà d'être un système pour contrôler et maîtriser les politiques publiques et la conformité de gouvernements à ses engagements, exprime les concepts d'OSC et de mouvements en ce qui concerne les questions sociales et de développement. Le réseau de SW/OC construit l'espace pour que les organisations de la société civile se réunissent, dialoguent, établir et mûrir leurs propre vues afin de préconiser et favoriser le changement social. Ces espaces sont **essentiels pour le renforcement de la société civile et pour que la démocratie s'approfondisse** au Brésil.

Consacrer le temps et l'énergie pour favoriser le dialogue est une bonne stratégie pour augmenter le réseau et les liens de confiance entre les membres.

SW/OC se définit comme réseau et n'est pas enregistrée comme une entité légale. Cette option a été choisie en partie pour éviter la bureaucratiation, et d'autre part parce qu'elle s'adapte mieux aux désirs de flexibilité, horizontalité et égalité des membres.

Le réseau n'a jamais rédigé un document interne (c.-à-d. statut, mandat) établissant la structure et les règles internes. Les processus décisionnels sont collectifs et sont habituellement atteints à travers le dialogue et le consensus.

Une particularité de SW/OC est le **groupe coordinateur/faciliteur**, qui est une sorte de Comité. En ce qui concerne les outils de planification et de gestion, le Groupe de Référence (GR) est celui qui propose le plan de travail annuel, qui

comprend un certain nombre de conférences et d'ateliers nationaux, l'élaboration et le lancement du Rapport de SW ainsi que quelques autres activités relatives. Actuellement, le GR se compose de sept organismes (IBASE, INESC, FASE, CRIOLA, CFEMEA, CESEC et Rede DAWN), agissant dans différents domaines des luttes sociales et par IBAS, qui joue le rôle du Secrétariat. Les Organisations et les membres travaillent sur une base de volontariat.

Le fait que le GR se compose par des organismes expérimentés est certainement un atout. Leur **capacité de crédibilité, de direction, d'expertise et de mobilisation** est un facteur clé pour le succès de SW/OC. Dans ce sens, compter sur les bonnes organisations pour guider le réseau national semble être un aspect important.

D'autre part, cependant, les liens de responsabilité sont faibles avec ce genre de structure. Dans le cas de SW/OC, en dépit de la responsabilité prise par le GR dans le réseau, la responsabilité est référée verticalement entre le Secrétariat et le donateur et très peu du GR aux membres.

Un autre point est que le GR, y compris le Secrétariat, est fortement impliqué dans les activités de planification du réseau tandis que le reste des membres ont une participation mineure.

Actuellement, IBASE a une position très dominante dans le réseau, affectant son autonomie, mais c'est également la seule organisation pour porter toutes les responsabilités. L'évolution vers un modèle plus autonome exigerait probablement que le GR et les membres assument de nouvelles positions et responsabilités.

Le financement semble être l'une des menaces principales à long terme pour la durabilité du réseau de SW/OC. Le réseau essaye de faire face aux contraintes dans les ressources; tandis que la situation devient critique, des solutions alternatives n'ont pas été trouvées encore.

Afin **d'Influencer le Gouvernement** et les politiques publiques sociales vers la garantie des droits, l'égalité sociale et la justice, SW/OC a adopté différentes stratégies. La première vise à établir un espace pluriel de convergence et de discussions, rassemblant des différents groupes d'organisations. Deuxièmement, SW/OC organise des conférences nationales et des ateliers visés à la discussion du moment national et les politiques sociales, y compris les engagements adoptés à Copenhague et à Pékin.

Comme troisième stratégie, SW/OC élabore un Rapport National, l'outil principal de plaidoyer (et un résultat évident et concret) produit par le réseau.

La quatrième stratégie de SW/OC s'adresse à son engagement en développant et/ou en participant à des campagnes publiques visant la transformation des politiques publiques et culturelles.

Les « Dialogues contre le Racisme », élevé en 2001 par les organisations de femmes noires participant au réseau de SW/OC est un problème essentiel à aborder dans la société afin d'atteindre la justice sociale, l'égalité et les droits sociaux au Brésil, celui-ci a impliqué les membres de SW/OC dans un apprentissage de transformation profonde qui vérifie leur capacité et potentiel pour aborder les sujets sociales complexes aussi bien que la participation dans des processus essentiels de changement culturel.

Un autre caractéristique qui contribue au succès de SW/OC est son effort de **traduire les questions internationales** dans un contexte national, qui a prouvé être essentiel pour rendre SW/OC pertinent au niveau national.

Concernant le réseau global de SW, SW/OC contribue à la consolidation du large réseau lui-même en travaillant en collaboration étroite avec le Secrétariat International, participant lors des réunions, Assemblées et au Comité de Coordination. En outre, SW/OC produit une bonne analyse internationale, des articles thématiques et des rapports de pays régulièrement. SW/OC a publié le **rapport de SW en portugais** depuis 1997.

L'élaboration du rapport de SW est un processus **animé et riche**; cependant, une fois qu'il est lancé et distribué, il est difficile de savoir comment le rapport a été employé exactement pour soutenir les politiques et les actions de lobbying.

Le fait que SW/OC fonctionne principalement à un niveau national, loin des bases de l'organisation, a été signalé comme une faiblesse. Le rapport national de SW lui-même est adressé à un public limité et il n'y a aucun matériel popularisé. Ainsi, en dépit du fait que le rapport ait un résultat de qualité, consulté par plusieurs organisations civiles, des leaders et des personnes définissant les politiques, il pourrait être employé plus intensivement.

Puisque le Brésil est un pays de revenus moyennes, relativement développé mais qui présente des niveaux d'inégalité des plus élevés du monde, indicateurs basés sur la moyenne de statistique, comme ceux employés par le rapport international de SW, tendent à dépeindre le Brésil toujours dans une meilleure situation de celle qu'il est vraiment. Puisque les indicateurs de SW/OC ne sont pas très 'sensibles' à l'inégalité ils ne sont pas très utiles au Brésil. Au contraire, ils peuvent même offrir un argument contraire, compromettant le travail de plaidoyer. C'est un défi méthodologique pas encore résolu.

SW/OC a un canal ouvert au **dialogue** avec le Ministère des Affaires Étrangères qui est responsable des positions brésiliennes de gouvernement dans les forums internationaux comme l'ONU. De plus, les membres de SW/OC participent aux audiences publiques, aux discussions de politiques au niveau national, aussi bien qu'aux niveaux de l'état et locaux.

Une autre stratégie pour maintenir le dialogue ouvert consiste à inviter les fonctionnaires du gouvernement à participer aux Conférences et aux ateliers nationaux organisés par SW.

SW/OC ne fait pas de lobbying et des recommandations d'action directement. Plutôt, il soutient les initiatives de ses membres et compte sur elles pour **recommander des modifications des politiques générales**. Deux membres du GR, INESC et CFEMEA, font le lobbying et le plaidoyer directement dans le Congrès brésilien comme partie de leurs activités principales.

En 2007, le point focal choisi pour le rapport de SW fut « Faire du droit universel à la sécurité sociale une réalité ». Ainsi, quand l'administration de Luis Inácio Lula da Silva a créé le Forum National de la Sécurité Sociale pour discuter des propositions pour des changements du système, un forum Parallèle et Ambulant de la Sécurité Sociale fut créée (par quelques secteurs informels et organisations des femmes non représentés dans le Forum National) visant à élever la voix des femmes et en la préconisant pour l'universalisation du système pour ceux exclus de

l'assurance de la sécurité sociale. Les organismes et le SW/OC des femmes ont alors organisé une série de conférences et d'ateliers sur des politiques de sécurité sociale mobilisant 400 femmes avec l'objectif de contribuer à la discussion, de construire les capacités des femmes et développer des propositions alternatives.

Puisque le réseau de SW/OC est déjà consolidé comme une initiative crédible et légitime et puisque le rapport de SW est devenu une source fiable d'information et un outil valide pour le plaidoyer, il existe le risque que les membres résistent les changements. Quelques Watchers ont manifesté leurs soucis à ce sujet et croient qu'il est temps pour SW/OC d'explorer de nouvelles possibilités, comme par exemple innover le format et la langue du rapport, pour d'atteindre d'autres publics et auditeurs, et être liés avec les niveaux locaux et de base à travers la construction d'alliances et des partenariats stratégiques.

Embrasser de nouveaux sujets complexes tels que la sécurité publique, la violence, l'environnement et le développement pourrait mener SW/OC à des **nouveaux horizons**, "rafraîchissant" d'une façon ou d'une autre le réseau. L'augmentation du profil public de SW en prenant la position publique sur les Sujets délicats tels que les politiques affirmatives a pu être une occasion de rendre SW/OC plus visible et de contribuer à l'innovation dans le réseau global de SW.

Bonnes pratiques apprises de la Coalition Brésilienne de Social Watch:
<ul style="list-style-type: none">• SW/OC s'est construit un espace pour des discussions plurielles et ses membres consacrent leur temps et énergie à promouvoir des dialogues riches et à long terme avec lesquelles ils s'engagent.• La diversité des membres aide à améliorer la puissance de mobilisation SW/OC et à la capacité de construire des ponts entre différents segments des luttes sociales au Brésil.• Le processus de l'élaboration du Rapport est non seulement une activité technique mais plutôt un processus politique qui engage des membres de SW/OC au cours de chaudes discussions politiques aussi bien qui aide à maintenir les espaces ouverts pour un dialogue avec les représentants invités du gouvernement.• Le développement d'un agenda nationale pertinente contribue à maintenir le réseau animé et actif.• SW/OC organise fréquemment des conférences nationales et des ateliers, contribuant à la construction des capacités des membres et à fixer des nouvelles agendas politiques.• SW/OC favorise des campagnes publiques, telles que les Dialogues contre le Racisme, afin de créer un meilleur environnement pour que le changement social et culturel se produise.

- Le réseau a développé une capacité impressionnante de contrôler le conflit.
- SW/OC contribue régulièrement au Rapport International de SW et élabore un Rapport National, très pertinent pour les acteurs sociaux brésiliens.
- Les relations de SW/OC avec le milieu académique sont très positives et utiles. Avoir des académiciens comme membres de SW/OC a contribué à la recherche du réseau et aux capacités critiques de réflexion. De plus, plusieurs membres de SW/OC produisent également des matériaux de recherche de qualité.
- SW/OC a des très bons rapports avec les médias.
- SW/OC ne porte pas directement le plaidoyer et les actions de lobbying mais plutôt les appuis sur les activités des membres, ainsi elle ne reproduit pas ou crée une concurrence avec les efforts des membres.
- SW/OC fait partie de beaucoup de réseaux au Brésil et cette stratégie améliore sa capacité de mobilisation.
- SW/OC fonctionne en collaboration étroite avec le Secrétariat International et contribue au réseau global en participant activement lors des réunions, les Assemblées générales et au Comité de Coordination (cc).

Valerio Cutolo et Tommaso Rondinella

Social Watch Allemagne a été au début fondée sous le nom de « Forum allemand d'O.N.G. pour le Sommet du Monde pour le Développement Social » en janvier 1994. Après le Sommet de Copenhague en 1995, le Forum a décidé de continuer ses activités et de surveiller l'exécution des engagements de Copenhague du Gouvernement allemand. Le forum a changé son nom en « Social Watch Allemagne » en 2002 afin de démontrer sa relation étroite avec le réseau international de Social Watch.

Le réseau a montré la capacité de garder un **grand groupe d'organisations** s'étendant des syndicats, aux organisations d'assistance sociale, aux O.N.G.s de développement ensemble pendant plus de 10 ans. Une coalition si large et hétérogène a pu contribuer annuellement au rapport international de Social Watch et publier un **rapport national en allemand** sans interruption depuis 2001. L'objectif réel que le réseau a voulu réaliser a toujours été la publication du rapport, et ce minimum a été atteint. La présence et l'activité constantes de la coalition allemande elle-même ont donné la force au réseau de Social Watch au niveau international.

Les faiblesses principales sont identifiées dans son incapacité de faire quelque chose au delà de la publication du rapport national aussi bien que ne pas atteindre la « puissance politique » (des parlementaires, des ministères, etc.) d'une façon systématique afin de mettre en application une activité efficace de lobbying et de plaider. En outre, la coalition n'a jamais adoptée des modalités ou des stratégies particulières pour faire participer de nouveaux membres.

En raison probablement de sa grande taille, la coalition développe très peu d'activités parallèles au rapport et à son lancement. Quand des ateliers ont été effectués pour discuter les thèmes du rapport plus en profondeur, ils sont promus par quelques membres de coalition, en particulier le Forum des politiques et Terre des Hommes.

La coalition allemande a une **structure minimalement formalisée**; Elle n'a aucun statut légal, afin de se maintenir aussi ouverte comme possible pour d'autres groupes et organismes intéressés à se joindre. Il n'a même aucun document interne formel, mais seulement un mémorandum très général décrivant les origines de la coalition allemande de SW et les activités principales. Pour devenir membre il est suffisant d'envoyer une lettre ou un e-mail déclarant l'intérêt de l'organisation pour les activités de Social Watch (qui sont totalement focalisées sur le rapport de SW) et sur la promotion.

Les membres se réunissent pour la réunion nationale de coalition qui a lieu deux fois par an et est ouverte à tous les groupes participants. Au cours de la réunion les participants élisent les membres du Comité de Coordination (le comité qui discute le travail journalier de Social Watch Allemagne) aussi bien que le porte-parole du réseau.

Des décisions méthodologiques doivent être prises par tous les membres lors de la réunion nationale de coordination. D'autres décisions, en particulier liées au rapport de Social Watch sont prises par le consensus du Comité de Coordination.

Une fois que le comité de coordination reçoit les directives du Secrétariat pour le rapport, il commence un processus de discussion, principalement des thèmes substantifs du rapport national et de la contribution allemande au rapport international.

Le budget annuel est en grande partie lié à l'édition, à l'impression et au lancement du rapport, et il est autour €25.000, placé par des contributions volontaires par les membres. Ainsi, les éditeurs du rapport ne sont pas tous membres de SW Allemagne mais seulement de ceux qui contribuent (financièrement ou en nature), habituellement autour de 10 organisations.

Indépendamment de la contribution au Rapport International de SW, **SW Allemagne produit un rapport national** contenant une section internationale, une section sur des politiques de développement et une section différente sur la situation sociale en Allemagne.

La définition de la question globale de SW Allemagne est également fortement limitée par la tentative d'éviter recouvrir avec les thèmes déjà couverts par des organisations membre. La présence des syndicats et des organismes d'assistance sociale limite le **centre de plaidoyer** de SW Allemagne, à l'exception des thèmes tels que la pauvreté, le travail, la réforme de pension ou le système de santé, alors que les O.N.G.s de développement garderaient la question de l'aide au développement et le budget allemand d'aide pour elles-mêmes.

Ceci ne signifie pas qu'on ne permet pas à la coalition de Social Watch Allemagne de parler au sujet de ces questions et de les couvrir dans les rapports annuels ; ceci signifie qu'il ne peut pas être le thème de référence de la Coalition.

En conclusion, afin **d'augmenter des capacités internes**, un atelier sur des indicateurs de pauvreté a été organisé par des O.N.G. membre. Le thème de l'atelier était la mesure d'indicateurs de pauvreté et indicateurs alternatifs de pauvreté. L'atelier a accueilli divers orateurs internationaux, y compris Roberto Bissio et Karina Batthyá ny du Secrétariat de SW à Montevideo et le professeur Pogge de l'Université de Columbia. L'atelier a été organisé Global Policy Forum et Terre des Hommes, toutes deux membres actifs de SW Allemagne, et a reçu 30 personnes.

Concernant le calcul du ICB et du IEG au niveau du pays, la coalition maintient juste les indicateurs internationaux sans les calculer pour des niveaux territoriaux plus bas, par exemple le Laender allemand. La coalition n'emploie pas ICB activement dans son travail tandis que l'IEG est distribué aux réunions et aux conférences.

Le problème avec l'IEG est un manque de statistiques en Allemagne puisque le pays manque de chiffres distinctes pour les élèves garçons et filles dans l'école primaire, de sorte que la dimension de l'IEG simplement n'ait pas pu être calculée (c'a été un problème pour l'UNESCO aussi, mais maintenant l'UNESCO l'a résolu). En ce qui concerne l'ICB, la coalition a discuté la construction d'une alternative et d'un index plus utile-. D'ailleurs il y avait une proposition à élaborer un genre d'index de solidarité, comme l'Index d'Engagement pour le Développement, de Social Watch, mais c'est quelque chose qui doit être fait au niveau international et non seulement en Allemagne. Un index plus proportionné pour tous ces pays qui atteignent des positions supérieures dans l'ICB pourrait être utile pour beaucoup de coalitions, non seulement l'allemande.

Le **programme de proximité et l'impact public** de la coalition demeurent faibles puisque SW apparait dans les médias juste une fois par an en correspondance avec le lancement.

Afin de représenter un outil qui est employé couramment, le rapport devrait trouver sa propre place thématique, et SW Allemagne a dû définir sa propre identité spécifique plus clairement. Ceci semble très difficile pour deux raisons principales: la première est le thème changeant annuellement du rapport international, la seconde est la double focalisation sur les questions domestiques d'assistance sociale aussi bien que sur des politiques de coopération de développement. Le manque d'une focalisation claire et d'un groupe cible défini avec précision représente une faiblesse importante face aux interlocuteurs possibles, à partir des Parlementaires et du Gouvernement. Pourtant ils sont juste l'un des groupes cibles, mais pas les seuls ; le rapport de SW est principalement diffusé aux O.N.G.s, aux journalistes, aux étudiants et aux académiciens.

Comme le réseau allemand a été établi en 1994, c'est à dire, avant que Social Watch ait été fondée, l'intention originale de devenir membre du réseau allemand n'a pas été lié au réseau international. Plus tard quelques membres ont joint la coalition allemande en raison de sa dimension internationale; pour eux il était plus attrayant de faire partie d'un réseau international et pour influencer des décisions au niveau international.

En ce qui concerne le rapport avec d'autres coalitions nationales de Social Watch, en 2004 SW Allemagne a accueilli **la première Réunion Européenne de Social Watch à Berlin**. Cependant, en raison d'un manque de capacité et de financement il n'y a pas eu une réunion de suivi les années suivantes.

Il y a beaucoup de recoupement thématique et institutionnel de la coalition de SW et de ses membres avec d'autres réseaux et de plateformes en Allemagne. Mais il n'y a aucun rapport formel entre Social Watch et ces autres réseaux. Jusqu'ici le rapport avec d'autres réseaux - comme VENRO, le réseau allemand des O.N.G.s de développement - est exclusivement à travers des différents membres de Social Watch.

Bonnes pratiques apprises de la coalition de Social Watch Allemagne:

- Capacité de maintenir un grand réseau toujours ouvert à de nouveaux membres, même si l'espace pour les sujets abordés reste limitée.
- L'assurance de la production continue d'un rapport national
- Légère mais efficace structure. La présence d'un Comité de coordination garantit une discussion et accord constants sur le travail journalier sans remettre en cause toutes les organisations membres.
- Développement des outils à employer avec le rapport (même si de temps en temps) afin d'atteindre les médias plus efficacement.
- La mise en œuvre d'une enquête d'évaluation d'impact pour comprendre mieux le groupe ne cible que le

rapport atteint réellement.

◎ SOCIAL WATCH PHILIPPINES ÉTUDE DE CAS

Caterina Marchioro

Social Watch Philippines (SWP) peut certainement être considéré une expérience nationale de Social Watch réussie. Elle a été établie en 1997, comme partie de Social Watch International (SWI), afin de surveiller et préconiser le progrès des engagements de gouvernement aux objectifs de développement social conformément au Sommet de Copenhague en 1995. Guidé par un fort, très professionnel et très dévoué, groupe de personnes, SWP a pu déclencher son mandat d'une façon efficace, devenant un leader reconnu dans le plaidoyer et le contrôle sur les OMD aux niveaux locaux, nationaux, régionaux et internationaux.

La force de SWP dérive d'être **un grand réseau des plaidoyers** dans lesquels différents sujets concernant la pauvreté et le développement social sont représentés. La relation en profondeur, même si encore reste un peu informelle, parmi les membres de la coalition montre une excellente occasion pour un développement constant des capacités, non seulement par des formations, mais également par la comparaison de différentes expériences et pratiques parmi les groupes.

Avec son petit et cohésif groupe de convoqués, représentant le corps de prise de décision de la coalition, SWP décide d'une manière efficace et crée des **stratégies efficaces**. En compatibilité avec ses ressources humaines et financières limitées, SWP fait un grand effort lors des consultations et des réunions d'organisation parmi ses membres aux niveaux nationaux et locaux, en les impliquant dans la définition du cadre de travail, le processus et les stratégies pour leurs activités communes.

La structure de SWP suit largement la structure internationale de SW, même si sur une échelle plus petite. Il y a un Secrétariat avec un coordinateur et deux personnes en tant que personnel contractuel. Il y a un coordinateur local pour chacune des trois îles principales des Philippines : Luzon, Visayas et Mindanao.

En raison de la **quantité croissante d'activités effectuées** par SWP et du nombre croissant de membres qui si joignent au réseau, au niveau de Secrétariat plus de ressources et de personnel seraient souhaitables, pour que le Secrétariat lui-même soit capable de donner une plus grande attention et appui aux groupes locaux.

Actuellement, SWP est en cours d'explorer la possibilité d'institutionnaliser le réseau de Social Watch philippin comme entité: les convoqués ont identifié la valeur d'un statut légal principalement pour appliquer directement pour de nouveaux financements. Dans le procédé de formalisation, SWP peut considérer accepter d'autres membres de la coalition dans le corps de prise de décision. Le Secrétariat de SWP prend soin de faire la coordination l'activité de réseau, comme suggéré par les convoqués.

Il y a au moins une consultation nationale chaque année et des consultations régionales (îles de Luzon, de Visayas et de Mindanao) ont lieu tous les deux ans.

Le rapport parmi les membres de la coalition a été harmonieux jusqu'à présent: aucun conflit n'a été éprouvé. SWP consulte ses membres sur le cadre de travail, le

processus et les stratégies pour leurs activités communes de plaidoyer: c'est la raison principale pour laquelle ces bonnes relations existent.

SWP reçoit ses fonds à travers des Organisations Internationaux : activité d'Oxfam SWP placé par Novib jusqu' à juin 2008; en juin 2007 SWP pouvait obtenir financement à partir du PNUD; aussi Christian Aid et Friedrich Ebert Stiftung ont offert un partenariat avec SWP. Pendant l'année 2008, SWP a approché d'autres Organisations Internationaux pour un possible appui. SWP ne reçoit pas des fonds directement des membres du réseau même s'ils soutiennent financièrement ses initiatives.

Le fort engagement de SWP dans la recherche a produit une série de données et d'analyse de haute crédibilité concernant le développement, le gouvernement, les politiques fiscales, la pauvreté, etc. Les publications de SWP sont très adéquates au plaidoyer: en utilisant des données basées sur l'évidence empirique et dans un langage accessible et compréhensible par tous, elles donnent un visage humain aux OMD.

Depuis 1996, SWP contribue annuellement au Rapport Global de Social avec un Rapport Philippin. Une fois que Social Watch International a fourni le thème et les directives du rapport annuel, les convoqués de SWP se réunissent et assignent à un auteur la tâche de préparer une version préliminaire pour le rapport philippin, qui sera ensuite soumis pour des commentaires initiaux aux convoqués. Après cette révision, une deuxième version est distribuée parmi les membres. Une troisième version pourrait être préparée, recueillant d'autres commentaires, et est soumise à SW International pour l'édition.

D'ailleurs, **SWP a produit son propre Rapport National:** en 2001 (sur le statut de développement social), en 2003 (sur la surveillance du développement social), en 2005 (sur le statut des OMD) et en 2007 (sur les évaluations à moyen terme des OMD). SWP emploie les rapports Global et de National dans son engagement avec les gouvernements national et local et avec d'autres agences internationales, aussi bien que dans des campagnes d'information.

Aux Philippines, les **législateurs et leur personnel, académiciens, chercheurs, O.N.G. et étudiants** sont les plus intéressés par l'analyse trouvée dans des rapports de SW.

L'ICB (en Philippines est désigné encore également sous le nom du QLI) est utilisé intensivement par SWP. ICB/QLI sert de mesure alternative au niveau⁷ de la pauvreté et résume les gains globaux dans le développement humain. Cet index peut être un terme de comparaison pour la situation de pauvreté que le gouvernement philippin prétend mettre en valeur, sur la base de la mesure officielle de pauvreté. En fait, l'index d'ICB/QLI signale un manque d'amélioration du seuil de pauvreté. La mesure est également très efficace en comparant la situation dans les régions et les provinces à travers le pays; elle parle efficacement au sujet de la disparité et des problèmes liés à l'exclusion.

L'index d'Équité de Genre (IEG) est employé pour contrôler les réussites dans la parité de genre, selon l'OMD 3 (Promouvoir l'égalité des sexes et

⁷ À ce respect, c'est important mentionner que Action pour la Réforme Économique, un des convoqués de SWP, a développé l'index de qualité de vie (QLI), la base du ICB que SWI a adopté en 2004.

l'autonomisation des femmes). L'IEG est particulièrement utile en raison d'un manque de mesure efficace de l'ODD 3 dans le pays.

La construction de capacité des membres des coalitions en ce qui concerne, le contrôle, la recherche, le rassemblement de données, l'analyse, le lobbying et le plaidoyer est considéré une question clé. De grands efforts sont faits pour organiser au moins une fois tous les ans des ateliers, des conférences et des formations adressés aux O.N.G.s, aux académiciens, aux organismes gouvernementaux législatifs, aux fonctionnaires du gouvernement local et aux médias.

SWP a créé un bon rapport avec les médias qui ont été attirés par les questions cruciales élevées par le réseau et les discours courageux des personnalités crédibles soutenus par des analyses révélateurs basées sur la recherche approfondie.

Dans ses activités de **lobbying et de plaidoyer** au niveau national SWP s'est avéré très efficace comme l'**Alternative Budget Initiative (ABI)**- reconnue dans le monde entier comme une des meilleures pratiques dans le plaidoyer de budget - signale. L'association entre les O.N.G. et le gouvernement local et la participation des académiciens peuvent être considérées des éléments clés dans son succès: à travers l'analyse du budget proposé par l'Exécutif et la formulation d'un budget alternatif pour les dépenses liées aux OMD, SWP et d'autres partenariats des organisations de la société civile avec des législateurs ont réussi à des augmentations du budget national pour l'éducation, la santé, l'agriculture et l'environnement.

Grace à l'ABI, groupes de la société civile et leurs partenaires législateurs ont pu réussir à une augmentation de P5.3 milliard au budget national en 2007 pour l'enseignement basique et supérieur aussi bien que une à augmentations de P6.3 milliard au budget 2008 national pour l'éducation primaire, l'éducation supérieure, la santé, l'agriculture et l'environnement.

Il est remarquable, et il faut les signaler les **leçons apprises par SWP** dans l'ABI :

- la nécessité de s'engager et s'associer avec les principaux responsables dans le processus de budget (c.-à-d. : législateurs et exécutifs) ; - le besoin des O.N.G.s et OSC avec différents plaidoyers de se réunir ;
- la nécessité d'être au courant du processus de budget du pays ;
- la nécessité d'utiliser le budget alternatif comme outil efficace pour le plaidoyer ;
- la nécessité de renforcer la recherche et la capacité d'obtenir des données de CSO et de mettre en valeur l'ensemble de leurs plaidoyers.

ABI représente une percée dans l'histoire philippine, puisque les médias ont considéré sa campagne comme occasion exceptionnelle pour exposer au publique des informations crédibles sur la façon dont le budget national est fait et quelles sont les implications sur la population

Au niveau local SWP avec le **programme de localisation et de contrôle des OMD** a réussi à favoriser avec les unités de gouvernement local une planification d'usage du budget basée sur l'évidence et en utilisant les OMD comme formule.

Au niveau régional, SWP en tant qu'ancien Secrétariat de Social Watch Asie, a promu le plaidoyer de mesures de développement social combattant la pauvreté, incluant sur les OMD, par l'organisation des réunions et des rendez-vous qui représentent des occasions d'évaluer le statut de développement social régional et de mettre en commun des expériences et des connaissances entre différents pays.

SWP participe activement à l'Assemblée générale de SWI et est membre du Comité de Coordination. La coalition nationale favorise et utilise les rapports de SWI, l'ICB et l'IEG dans ses activités de lobbying, de plaidoyer de construction des capacités.

SWP est également actif dans l'arène internationale. Il est souvent invité à participer aux forums globaux de prise de décision sur le développement social où il apporte des recommandations venant de ses initiatives et consultations locales, nationales et régionales.

Bonnes pratiques apprises de la Coalition de Social Watch Philippine:
<ul style="list-style-type: none">• Travailler comme un réseau des O.N.G.s, des CSOs et des individus avec le plaidoyer sur des différents sujets (éducation, santé, environnement, agriculture, droits de l'homme, genre, etc.).• Consultations/réunions fréquentes parmi les membres du réseau. Ces rendez-vous offrent la possibilité de partager l'expérience, recueillent des apports en termes de stratégies qui renforcent le bon rapport et stimulent la coopération.• Participation des personnalités des circuits académiques et politiques. Cela aide à donner au réseau un impact important et visibilité.• Communications régulières avec le Secrétariat International et le Comité de Coordination.• Approche active et négociation avec de nouveaux associés afin de trouver l'aide financière possible pour les activités du réseau.• Fort engagement dans la recherche sur des sujets de pauvreté et de développement social qui produit

des données et une analyse crédible importante.

- Utilisation d'une langue accessible et compréhensible dans les publications.
- Contribution régulière au Rapport Global de SW avec un rapport de pays et la production d'un Rapport National approprié et d'autres publications.
- L'utilisation étendue des rapports, de l'ICB et de l'IEG dans les campagnes d'information, ateliers, conférences, etc.
- L'organisation fréquente des conférences spécifiques, les formations, ateliers pour améliorer les compétences des membres de la coalition nationale dans la surveillance, l'analyse et la recherche, dans les activités de lobbying et de plaidoyer.
- Engagement et association avec les acteurs principaux de l'arène politique
- Bon rapport avec des médias.
- Intégration entre les activités locales, nationales, régionales et internationales. Connecter le milieu local avec le global donne plus d'efficacité au lobbying et au plaidoyer effectué aux différents niveaux.

CONCLUSION

La vie de coalition dépend principalement du contexte spécifique du pays dans lequel elle fonctionne et sur l'engagement personnel des membres nationaux de faire à la coalition un acteur animé au niveau local; cependant, il vaut la peine d'essayer d'identifier les facteurs principaux qui ont fait des expériences analysées dans ce rapport, des cas réussis. Ceci a pu représenter un exercice utile pour stimuler d'autres coalitions nationales de SW à émuler les meilleures pratiques, même si en les adaptant à leurs propres contextes nationaux, aussi bien qu'à réfléchir sur leur propre expérience en facilitant un processus d'apprentissage organisationnel crucial pour n'importe quel réseau visant à améliorer sa performance.

Comme il a déjà été mentionné, les résultats suivants ne représentent aucune évaluation scientifique de l'exécution des quatre coalitions nationales de SW analysées, mais précisent plutôt des indications de base pour faciliter le «transfert de savoir-faire» et la «construction des capacités» parmi les groupes nationaux du réseau de SW.

En ce qui concerne l'**analyse de dimension de « pertinence »**, dans toutes les quatre études de cas l'importance du processus du groupe de pression peut être soumise à une contrainte. Le moment historique quand la plateforme nationale a été créée est critique dans tout les quatre études de cas: période des changements politiques, le besoin d'influencer l'ordre du jour global vers de plus grands objectifs de développement et la croissance très rapide du rôle de CSOs. La création de chaque plateforme nationale peut être considérée comme un processus du bas vers le haut puisque les OSC ont senti le besoin de joindre le réseau mondial de SW et de travailler au niveau national en contribuant localement à réaliser des buts globaux de développement. L'Allemagne peut être considérée probablement une exception puisqu'elle vient d'un ancien forum d'O.N.G.s allemands qui a été constitué en préparation du Sommet Mondial pour le Développement Social et dès le début de la création de SW en 1995 à décidé de continuer avec sa tâche en joignant ce réseau international. Sans décrier le choix conscient fait par la coalition allemande avant de joindre Social Watch, en termes d'engagement comme membre le dernier est probablement beaucoup plus haut quand la décision de joindre le réseau est liée au besoin de donner naissance à un groupe national spécifique dans le pays. En effet, il exige beaucoup plus d'efforts et énergie et implique probablement une motivation plus forte qui assure un meilleur appui pendant le travail futur.

La diversité de l'adhésion peut être un point fort mais aussi une faiblesse. En ce qui concerne le cas brésilien la diversité de la composition des membres a permis à la coalition un vrai «espace pour des discussions plurielles, pour la construction des nouvelles perspectives, connaissance et discours sur les questions sociales et de développement». La pluralité de participation d'acteurs est vue comme richesse, plutôt qu'état potentiel de conflit, aussi dans l'expérience philippine. Au contraire, pour la coalition allemande, la diversité de composition, bien que considéré un aspect important à préserver, entrave actuellement le bon fonctionnement de la coalition au delà de la publication annuelle du rapport de Social Watch, en raison de la difficulté pour trouver des thèmes stratégiques communs entre les O.N.G.s de développement et les organisations d'assistance sociale. Cette différence de gérer la diversité doit probablement être comprise considérant le contexte de pays; il est probable qu'au Brésil et aux Philippines il y ait beaucoup plus de secteurs de travail communs parmi

les O.N.G.s, les syndicats et les organisations d'assistance sociale qu'en Allemagne actuellement.

Quoi qu'il en soit, de toutes les quatre études de cas, les aspects positifs suivants semblent émerger :

- L'attitude de la plateforme nationale à être inclusive et ouverte à une pluralité d'organisations qui introduisent dans le réseau leur compétence et expertise différentes dans le domaine du développement. Ceci fait à Social Watch une occasion spéciale pour la discussion où l'analyse d'une question est à peine confinée à une unique perspective: la pluralité d'intérêts inclus dans le réseau permet toujours de prendre une perspective multisectorielle par rapport à n'importe quel sujet.
- La capacité de jeter un pont entre les questions locales et globales assure un double avantage: au niveau local en basant les activités de plaidoyer et de construction de conscience sur des données et d'analyse fiables mondiales; au niveau international en faisant connaître la perspective des communautés locales en leur donnant la chance exceptionnelle de faire entendre leur voix dans la communauté internationale. Ces deux aspects, souvent prouvés par une augmentation constante de l'adhésion, ont largement contribué en accordant une importante pertinence aux coalitions nationales de SW dans leurs propres pays.
- En outre, il émerge clairement, des études de cas du Bénin, du Brésil et de Philippines, qu'au cours des années toutes ces coalitions ont atteint des niveaux élevés de légitimité et de crédibilité, ceci est démontré par l'attention consacrée à leurs actions par les médias et les gouvernements. Surtout la coalition philippine est extérieurement perçue comme «source importante d'information sur les questions développement humain». L'exactitude de son analyse et de la fiabilité de ses données a gagné des appréciations mondiales fortes.

Concernant la deuxième **dimension -«efficacité et durabilité»** - il est tout à fait intéressant de comparer comment chaque coalition nationale a arrangé son propre fonctionnement à travers des différents niveaux de formalisation de sa structure.

En fait, en raison de l'autonomie complète donnée par le réseau de Social Watch aux groupes nationaux afin de déterminer leur propre structure d'organisation et à l'obtention des fonds pour leurs activités, chaque coalition est concrètement responsable de son bon fonctionnement dans le pays et les solutions trouvées par chacune d'elles peuvent être très différentes.

L'analyse de ces quatre cas est une preuve de cela. Il y a des différents niveaux de formalisation: Le Bénin est l'exemple d'une coalition très structurée avec un statut légal déposé et plusieurs textes fondamentaux qui établissent des règles internes. Le Brésil n'a pas voulu obtenir un statut légal déposé parce qu'ils ont préféré des arrangements informels qui garantissent la flexibilité, l'horizontalité et l'égalité dans le fonctionnement du réseau au niveau national. La coalition philippine prend en compte actuellement la possibilité d'institutionnaliser la coalition nationale en obtenant un statut légal déposé; ceci va être évalué pas en raison d'un besoin de formaliser le fonctionnement interne de la coalition mais plutôt parce que cela pourrait faciliter le processus de demande de l'appui au financement. Ainsi, la motivation derrière ce choix, qui est toujours à l'étude, est liée davantage à faire une

utilisation de cela qu'à définir de nouvelles règles internes pour améliorer le fonctionnement de la plateforme nationale.

La coalition allemande a choisi une structure minimaliste: un niveau très faible de formalisation est assuré, basé sur un mémorandum général décrivant l'origine de la coalition allemande de SW et ses nombreuses activités.

Dans toutes les études de cas, n'importe s'il y a une structure formalisée ou pas, Il y a toujours un ou quelques organismes responsables d'assurer la coordination du réseau à un niveau stratégique (c.-à-d. Le Comité de Coordination) aussi bien qu'à un niveau opérationnel (c.-à-d. Secrétariat). Cela constitue certainement un facteur clé de succès pour gérer une plateforme nationale: en effet, étant un réseau qui fait participer plusieurs organisation membres, il est essentiel, bien que dans des structures informelles et lâches, d'identifier quelques organisations responsables de la stimulation et de la coordination des activités du réseau.

En termes de planification d'activité, la rédaction d'un plan de travail annuel pourrait être considérée une excellente pratique; les coalitions de Benin, Brésil et Philippines travaillent sur un éventail d'activités au niveau national et d'habitude ils rédigent une version préliminaire. En outre, un plan d'action annuel semble être un outil qui aide la coalition à assurer une bonne performance de la mise en application des différentes activités. Elles se réfèrent toutes au Cadre Stratégique de Social Watch International (adopté à l'Assemblée Générale tous les trois ans) et conforme au principe d'autonomie qui caractérise fortement le réseau, le plan se centre sur les activités spécifiques que la plateforme nationale à l'intention de promouvoir localement. L'effort des coalitions du Bénin et de Philippines de rédiger un plan à plusieurs années est remarquable puisqu'il révèle leurs fort engagements et intentions d'établir une stratégie à moyen terme.

Quant à la durabilité, toutes quatre coalitions éprouvent des difficultés dans la collecte de fonds; c'est un aspect inquiétant qui affecte la capacité de la planification à long terme du réseau. Concernant cet aspect il est intéressant de comparer les différentes modalités de participation directe de membres. Au Bénin les membres de la coalition sont requis de contribuer au réseau avec des honoraires annuels spécifiques d'adhésion, alors que dans les trois autres coalitions il n'y a aucune formalisation, toutefois on s'attend à ce que des membres soutiennent les activités du réseau comme mieux ils peuvent. À ce sujet, les pratiques optimales peuvent être identifiées à peine puisque cela dépend beaucoup du contexte du pays; cependant, il y a quelques points dans le cas du Bénin qui méritent être soulignés. En effet, en dépit de la difficulté pour percevoir des honoraires d'adhésion, l'idée de les prévoir donne un plus grand sens de la responsabilité et de la propriété parmi les membres de la coalition. En outre, la coalition de SW au Bénin, facilité probablement par la pertinence et la singularité de ses travaux promus par les OSC locaux au niveau du pays, a pu obtenir l'aide financière de plusieurs organisations internationales, en remportant de l'intérêt et en consolidant le partenariat entre certaines d'entre elles au cours des années (c.-à-d. Le PNUD, Ambassade des Pays Bas).

Concernant la **dimension** « *efficacité* », chacune des quatre plateformes nationales contribue avec un rapport annuel de pays au Rapport International annuel de Social Watch, mais presque toutes effectuent aussi beaucoup d'autres activités additionnelles.

Le Bénin est un très bon exemple de coalition nationale ayant adapté la mission de Social Watch au contexte du pays: son choix de se focaliser principalement sur la stratégie de réduction de pauvreté et sur le progrès vers OMD, a fait «le sondage

citoyen de l'action publique» (la prétendue activité principale de la coalition nationale) extrêmement appropriée et tout d'abord apprécié dans le pays. En effet, la coalition était capable, grâce à une large participation des communautés locales, de donner sa propre contribution à la rédaction du PRSP II en recueillant des données et des idées des citoyens aux niveaux municipaux. Quant au contrôle des OMD, la coalition est annuellement engagée à produire un Rapport Alternatif sur le progrès des Objectifs du Millénaire. Ce contrôle est effectué en compilant l'analyse fait par six groupes thématiques, dont chacun est compétent dans des questions spécifiques de développement. Cette méthodologie de travail prouve une pratique très effective, puisqu'elle garantit une analyse globale et complète basée sur un examen minutieux plus spécifique et un sondage plus ad hoc des politiques fait par le groupe thématique compétent.

De même, les Philippines ont choisi des questions prioritaires dans les activités de recherche. Ceci permet à la coalition d'approfondir sa compétence sur les sujets relatifs au financement pour le développement, la pauvreté, les OMD, les questions de la disparité et l'équité, et de produire les publications spécifiques en plus du Rapport National de Social Watch publié tout les deux ans depuis 2001. Un autre dispositif qui mérite une mention est la méthodologie de recherche adoptée par la coalition philippine l'Index de Capacités Basiques, employé largement dans le réseau de Social Watch au niveau global, nait de l'expérience philippine. En outre, dans la recherche de mise en œuvre, la coalition combine des données officielles avec des données empiriques souvent soutenues par les études de cas qui donnent un point de vue humain à la discussion. Une telle méthodologie, ainsi que l'utilisation d'une langue également accessible et compréhensible aux citoyens, rend les publications de Social Watch Philippines très appropriées au plaidoyer.

Les deux coalitions aux Philippines et au Bénin sont profondément remarquables pour leur effort de formation des organisations de société civiles. Ceci peut être sûrement considéré comme une expérience très réussie: améliorer la compétence des O.N.G., des journalistes, des communautés locales et des dirigeants publics locaux est un facteur clé pour obtenir une conscience croissante sur des questions de développement social. Former des gens se traduit par permettre vraiment aux citoyens d'exiger des Gouvernements responsables et d'amplifier une citoyenneté active.

Les coalitions brésilienne et allemande sont parmi les premières coalitions qui, sans compter leur contribution au Rapport International de Social Watch avec leur rapports de pays, ont produit un rapport national annuel propre depuis 1997. Les deux expériences montrent l'importance de résumer les résultats principaux du Rapport International et de concentrer le national principalement sur des questions de pays, donc stimulant le débat national public.

Comme il a déjà été mentionné dans l'analyse de la coalition allemande, créer un index plus proportionné pour tous ces pays qui atteignent des positions supérieures dans l'ICB sera un défi pour le réseau de Social Watch dans les années à venir, particulièrement pour les pays les plus développés. Le Brésil -un pays à moyenne revenus caractérisé par des niveaux élevés d'inégalité- fait face également à un problème avec l'ICB et réclame la nécessité de rendre l'indicateur de SW plus sensible à l'inégalité, afin d'établir un chiffre plus précis des réalités nationales.

L'expérience brésilienne de rédaction du rapport national de Social Watch est extrêmement intéressante: en effet c'est un «vrai processus d'étude sociale (...) pas une activité technique mais plutôt un processus politique inhérent puisqu'il engage les membres de SW au cours des discussions politiques chaudes». Il est souhaitable

que cette même pratique d'étude mutuelle puisse être éprouvée par toutes les autres coalitions de SW, étant cette activité en soi, très significative en ce qui concerne les résultats, probablement bien plus remarquable que le Rapport en soi.

La **quatrième dimension - «stratégie et impact»** - se focalise davantage sur l'exposition externe de la plateforme nationale en montrant de bons exemples d'interaction positive entre Social Watch et les Gouvernements locaux/nationaux.

Au cours des années la coalition brésilienne a compris l'importance de Social Watch à l'aide des organisations de la société civile brésilienne, qui la considèrent comme un «système de commande et de surveillance pour créer un impact sur les ordres publics». C'est une approche réussie identifiée par la coalition brésilienne: cela signifie que SW ne travaille pas directement au plaidoyer et le lobbying mais augmente les possibilités de ses membres pour le faire. De cette façon la coalition ne reproduit pas le travail effectué par les acteurs sociaux brésiliens mais leur offre l'espace du dialogue et de l'échange. Cela est très utile pour comprendre n'importe quelle question de différentes perspectives (l'expérience positive des dialogues au sujet du racisme est une preuve évidente). D'ailleurs, la plateforme brésilienne a souvent réussi à inviter les fonctionnaires de gouvernement pour assister à des conférences nationales et à des ateliers: c'est une bonne pratique pour maintenir toujours un dialogue ouvert avec des décideurs et obtenir des rapports plus étroits d'une manière plus «informelle» aussi efficace que le plaidoyer «formel» ou les actions de lobbying.

La coalition de SW au Bénin, conforme avec ses questions prioritaires, continue de travailler à deux initiatives très pertinentes, qui ont reçu une grande reconnaissance du gouvernement: la première analyse concernant le budget de l'état et sa conformité aux OMD, la deuxième concernant le résumé de deuxième génération du PRSP II. Il y a deux éléments qui méritent une attention particulière et qui pourraient être considérés les facteurs principaux qui ont permis le succès des ces deux dernières initiatives.

D'abord, l'organisation de la coalition du Bénin: son partage des tâches parmi les organisations membres, son attention pour approfondir chaque question selon la compétence de chaque organisation (en divisant le travail dans six groupes thématiques) et la création d'une Unité d'Analyse de Budget assurant une analyse complète qui est tout d'abord appréciée extérieurement. En effet, la coalition a eu la chance d'être invitée par le gouvernement pour des consultations avant l'adoption du budget annuel. Deuxièmement, la coalition a compris l'importance de travailler au niveau local pour soulever la conscience parmi les CSOs localement actifs et les dirigeants publics locaux. Travailler à ces micro niveaux a donné à la coalition la possibilité de faire participer largement des citoyens dans le processus de définition de leurs besoins et priorités de rédiger le deuxième PRSP. C'est, naturellement, une action très remarquable qui a soutenu le gouvernement du Bénin avec la bonne perspective des citoyens sur leur propre pauvreté. Sans le travail étendu au niveau local et la participation dans tout le pays des communautés locales «des Contributions de la Société Civile à l'élaboration du PRSP II au Bénin» n'auraient pas été, probablement, aussi influentes comme elles l'étaient réellement.

En regardant la coalition philippine on trouve beaucoup d'aspects qui font à leur expérience un cas réussi. L'initiative de Budget Alternatif est probablement l'une des meilleures pratiques mondiales dans le plaidoyer de budget. Les résultats tangibles atteints en termes de financement additionnel pour les services basiques prouvent l'efficacité de cette action. Derrière l'accomplissement de ces importants résultats il y a une modalité de travail réussie dont d'autres coalitions nationales

devraient tenir compte à l'application des actions semblables. Il est remarquable la manière dont l'analyse de budget est effectuée, impliquant différents intérêts et les équilibrant en définissant la proposition d'un budget alternatif. Le travail de plaidoyer se compose alors de deux phases: premièrement le plaidoyer sur les questions simples selon la compétence de chaque organisation et deuxièmement la coordination de l'action de plaidoyer dans une proposition de budget alternative unique. Ceci implique des discussions et des échanges parmi les OSC engagés dans l'action aussi bien que parmi les différents secteurs gouvernementaux impliqués dans chaque composant du Budget d'État. Faire participer les acteurs principaux au niveau politique est sûrement une étape critique pour réussir à ce genre d'actions. En outre, la participation des médias dans cette initiative mérite d'être accentuée. Une fois comprise l'importance d'avoir les médias comme des alliés dans le travail de plaidoyer des O.N.G., la coalition philippine a essayé d'attirer l'intérêt des médias à travers l'organisation des conférences thématiques spécifiquement adressées aux médias. Cette action est encourageante, en particulier pour eux, puisqu'elle «arme les médias avec les données crédibles qui montrent la pertinence du processus de budget national dans la vie de tous les jours des personnes».

En plus de l'Initiative de Budget Alternatif, la coalition philippine favorise l'emplacement et le suivi des OMD. L'importance de faciliter la collaboration au niveau local entre le gouvernement local et les O.N.G.s pour augmenter des stratégies de planification et de financement pour le développement peut être précisée comme similitude à l'action entreprise par la coalition du Bénin. Dans l'expérience philippine le rôle crucial des académiciens représentant «des défenseurs naturels et des ingénieurs potentiels des expériences de niveau de base sur l'emplacement des OMD par leurs possibilités techniques» méritent d'être accentué aussi.

Une dernière chose au sujet de la coalition philippine est la capacité de contribution à la discussion sur le Financement pour le Développement au niveau national, régional et international, grâce à la compétence spécifique de certains de ses membres. Ce travail a fourni au Gouvernement philippin la perspective philippine des OSC et l'analyse sur les questions discutées au cours des Sommets internationaux officiels et de leurs réunions préparatoires.

Une initiative tout à fait intéressante est l'enquête d'évaluation d'impact effectuée par la coalition allemande pour étudier mieux les groupes cibles principaux du rapport national.

En dépit de l'enquête que n'a pas entièrement atteinte l'objectif pour clarifier quel est l'éventail des groupes atteints par le rapport allemand de SW, l'intention de la plateforme nationale d'identifier mieux ses lecteurs principaux afin d'améliorer son travail de plaidoyer est en conséquence remarquable.

Dans la **dernière dimension - « cohérence et complémentarités »** - on démontre comment appartenir au réseau international a soutenu la coalition nationale au niveau du pays en termes de réputation et fiabilité de l'analyse effectuée.

La dimension internationale du réseau est pour le sûr un des ses points forts, quoique chaque plateforme pourrait probablement faire une meilleure utilisation et mettre en valeur le rapport avec les autres coalitions nationales.

En ce qui concerne la dimension régionale, elle est tout à fait bien développée dans la région asiatique où la coalition philippine a été le point focal pendant quelques années. Pendant son mandat SWP a organisé des larges consultations en

Asie qui ont représentées des lieux de rendez-vous importants pour mettre à jour le statut de développement social au pays et au niveau régional, et pour partager et apprendre l'expérience d'autres coalitions nationales. Il est intéressant d'observer comment l'expérience actuelle de la coalition du Bénin, qui ayant rencontré des difficultés (principalement pour des contraintes de langue) en agissant l'un sur l'autre avec les autres coalitions de SW, transforme cette difficulté en défi en favorisant une discussion régionale parmi les CSOs dans la région francophone de l'Afrique occidentale.

Toutes les coalitions ont développé de bons rapports avec d'autres réseaux de la société civile au niveau du pays. Ce qui est souligné dans l'expérience philippine est intéressant: la singularité de Social Watch social est de couvrir une large diversité des questions de développement social, ainsi d'autres réseaux avec un plaidoyer sur des questions spécifiques, apprécient participer aux consultations nationales promues par Social Watch, les considérant un moment crucial pour l'interaction avec d'autres groupes afin de comparer leur expérience dans un contexte plus large. La coalition brésilienne de SW attire également d'autres réseaux spécialisés pour participer à ses discussions et à ses activités et a contribué même à la création des neufs, par exemple, le réseau des Dialogues contre le Racisme.

En conclusion, ce travail mérite l'attention pour son intention de réfléchir sur des expériences tangibles des plateformes nationales de SW et de suggérer à d'autres coalitions quelques éléments d'analyse pour lancer leur propre processus d'évaluation. C'est un point de départ pour stimuler une discussion interne en profondeur qui pourrait motiver des membres à identifier leurs forces et leurs faiblesses.

Si «un index d'énergie de réseau» était établi afin de mesurer sa puissance, il devrait se composer probablement de trois éléments: capacité à observer et réfléchir sur d'autres expériences aussi bien qu'à ses propres, capacité à être créatif et capacité à attirer des personnes (non seulement en termes de nouveaux membres mais principalement en termes de favoriser le dialogue avec d'autres acteurs sociaux). Dans la mesure où tous ces trois composants sont présents dans un réseau, il pourra toujours proposer les solutions innovatrices et s'adapter à de nouveaux défis.

L'objectif de ce travail est de soutenir l'aptitude d'observer et de refléter: maintenant c'est aux coalitions de Social Watch autour du monde de faire une bonne utilisation et à apporter l'évidence, à travers leurs propres expériences, de la puissance mondiale d'un tel réseau.